

Contexte régional

La reprise normande se confirme, mais reste en retrait du niveau national

Jean-Louis Reboul, Insee Normandie

Des gains d'emploi dans la construction, le tertiaire et l'intérim

Après quatre années de baisse, 2016 avait marqué une reprise sur le terrain de l'emploi en Normandie, avec un gain de 3 700 salariés, soit + 0,5 % par rapport à 2015. L'année 2017 confirme cette embellie. Pour la deuxième année consécutive, l'emploi salarié marchand augmente en Normandie de 4 000 salariés, soit + 0,6 % par rapport à 2016. Cette progression reste toutefois près de trois fois moins soutenue dans notre région qu'au niveau national (+ 1,6 %).

Avec 580 emplois de moins en 2017, les effectifs continuent de se contracter dans l'industrie normande, alors qu'ils restent stables au niveau national. Ces pertes se réduisent toutefois par rapport aux années antérieures et certains secteurs, comme l'agro-alimentaire ou la production de matériels de transport, augmentent même leurs effectifs.

Pour la première fois depuis dix ans, la construction normande renoue avec les créations nettes d'emplois en 2017 (580 emplois de plus en 2017, soit + 0,8 % contre + 2,3 % au niveau national). Cette hausse de l'emploi va de pair avec la conjoncture favorable du secteur, tant en termes de logements autorisés que de mises en chantiers.

Comme la construction, le tertiaire marchand (hors intérim) participe à la dynamique de l'emploi observée en 2017 (près de 2 400 emplois de plus en un an, soit + 0,6 %), même si, là encore, la progression reste inférieure à celle observée au niveau national (+ 1,6 %). Les principaux secteurs contributeurs sont, en l'occurrence, l'hébergement-restauration (+ 2,9 %, porté par une bonne année touristique), l'information / communication (+ 1,5 %) et les services aux entreprises (+ 1,3 %).

Enfin, l'intérim est, pour la cinquième année consécutive dans notre région, en pleine croissance (+ 4 %), même si celle-ci est moins marquée qu'en 2016 (+ 12,4 %) et qu'en France métropolitaine (+ 8,2 %). Cela vient renforcer les tendances à l'amélioration enregistrées dans l'industrie et la construction, principaux secteurs recourant au travail temporaire.

Le taux de chômage au plus bas depuis 2009

En lien avec cette reprise de l'emploi, l'année 2017 est marquée par une amélioration de la situation du marché du travail. À la fin de l'année, le taux de chômage s'élève à 8,9 %. Cela traduit une baisse sensible par rapport à fin 2016 (- 1,1 point), identique à celle observée au niveau national. Le taux de chômage poursuit ainsi sa tendance à la baisse observée depuis 2016. Il affiche même, en Normandie, son chiffre le plus bas depuis 2009.

Cette évolution favorable se trouve confirmée par celle des demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A déclarés auprès de Pôle Emploi, dont le nombre diminue de - 0,9 %. Il apparaît en l'occurrence que ce sont presque exclusivement les jeunes et les hommes qui bénéficient de cette embellie.

À l'inverse, la part des demandeurs d'emploi de catégories B ou C (ayant exercé une activité réduite) et celle des chômeurs de longue durée (inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an) continuent de croître.

Comme le marché du travail, la démographie d'entreprises affiche un dynamisme soutenu en 2017. Après le recul de 2015, la reprise des créations se confirme (+ 3,7 % par rapport à l'année précédente). Cette tendance haussière est essentiellement portée par les créations de sociétés et concerne principalement le secteur des services aux entreprises. Parallèlement, les défaillances continuent de diminuer (- 7,3 %), particulièrement dans l'industrie.

Des perspectives favorables dans la majorité des secteurs

La conjoncture favorable dont témoigne l'évolution de l'emploi est confirmée par les enquêtes réalisées par la Banque de France auprès des entreprises normandes. Quel que soit le secteur interrogé, elles signalent pour 2017 une progression de leur chiffre d'affaires, une amélioration de leur rentabilité, des projets d'investissement soutenus, voire un léger renforcement de leurs effectifs. Et leurs prévisions convergent vers une hausse globale de l'activité pour 2018.

En hausse en 2017 respectivement de + 3,2 % et + 17,1 % dans notre région, les autorisations et les mises en chantier de logement confirment la reprise de la construction

amorcée en 2015. Le nombre de logements mis sur le marché continue également de progresser. Pour autant, la hausse du prix moyen au mètre carré des appartements neufs freine les possibles acheteurs.

Le bilan de l'agriculture normande apparaît contrasté en 2017. La sortie de crise, amorcée fin 2016, se confirme pour les éleveurs. Le spectre de la surproduction laitière s'éloigne, le prix du lait et le cours de la viande se redressent. Mais, si les grandes cultures renouent avec les bons rendements (+ 30 % pour le rendement céréalier), les prix s'orientent à la baisse et la commercialisation des productions est soumise à une forte concurrence internationale.

L'activité des ports normands progresse en 2017, du fait presque exclusif du bilan très favorable du port du Havre, dont le trafic s'élève de 10,1 % par rapport à l'année précédente. Il est porté par le dynamisme des produits pétroliers et des conteneurs. Le trafic fluvial résiste également, grâce à la reprise de la construction. La fréquentation des aéroports normands, en particulier Caen-Carpiquet, est très dynamique, avec 24 % de passagers supplémentaires cette année, soit quatre fois plus qu'au niveau national.

Après un recul en 2016, l'activité touristique normande a rebondi en 2017. La fréquentation des hôtels a augmenté de 3,8 % en un an, un rythme proche de la moyenne nationale (+ 4,9 %). Cela notamment du fait de la forte progression de la clientèle étrangère. Grâce en particulier à une météo très favorable en début de saison, la fréquentation des campings a progressé cette année de + 8,6 % en Normandie, soit trois points de plus qu'au niveau français. Cet élan, particulièrement sensible dans le Calvados, permet de retrouver le niveau de nuitées de 2015.

Le commerce extérieur de la Normandie affiche des résultats en hausse en 2017, à l'image de ceux observés au niveau national. Ils sont liés principalement à l'augmentation du prix du baril de pétrole pour les importations et à la reprise du commerce mondial pour les exportations. Toutefois, du fait de l'évolution beaucoup plus conséquente des importations (+ 16,6 % contre + 6,2 % pour les exportations), le déficit commercial enregistre une nouvelle détérioration. ■

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

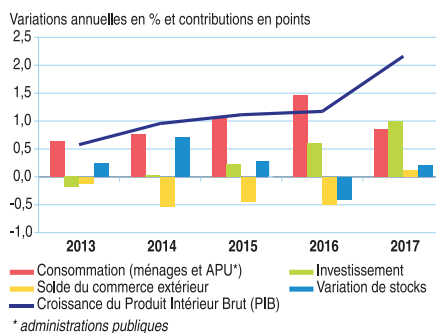
L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

1 L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017



Champ : France
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %),

accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

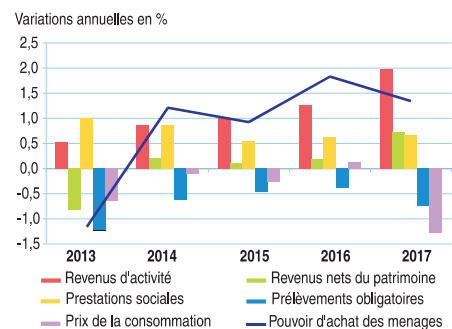
L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %, figure 2). ■

2 La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutiennent le pouvoir d'achat des ménages en 2017



Champ : France
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010